

Agressions Paris/Beauvais : Le point sur la situation.

Un petit rappel des faits.

Jeudi 5 novembre : actes de malveillance et insultes sur le 847409 en gare de Méru. A la suite, ASCT menacé par ces mêmes jeunes alors qu'il regagne son véhicule sur le parking de la gare à Beauvais.

Vendredi 6 novembre : des jeunes sont interpellés par la SUGE sur le même 847409. L'un des interpellés met en cause l'ASCT (le même que la veille), lui reprochant la présence de la SUGE dans le train. Le chef de résidence de Beauvais et l'agent en question se rendent au commissariat pour déposer plainte. Les individus en question sont libérés et 20 minutes après deux agressions ont lieu à Méru, concernant 3 agents.

Vendredi 6 novembre: 20H08 en gare de Méru, l'ASCT se fait vider un extincteur dans le visage, puis reçoit un coup d'extincteur dans le dos alors qu'il tente de s'enfuir.

Vendredi 6 novembre: 20H40 gare de Méru : l'ASCT qui va donner le départ de son train reçoit des coups de barre de fer. Il tombe inconscient sur le quai et doit sans doute sa vie au deuxième agent du train qui intervient et met l'agresseur en fuite alors que ce dernier assenait une pluie de coups de barre de fer à notre collègue déjà inconscient.

Jeudi 12 novembre : en gare de Méru à 21h36, une équipe SUGE et un mécano insultés et caillassés en gare de Méru.

Vendredi 13 novembre: équipe SUGE insultée et menacée à Méru par une trentaine d'individus. Un guet-apens était vraisemblablement prévu.

Samedi 14 novembre : le 847473 est caillassé en gare de Méru.

Mardi 17 novembre : le 17H48 au départ de Paris n'est pas accompagné. L'ADC et l'ASCT refusent de le tirer. Ils sont violemment pris à partie par des usagers (insultes et tentatives de coups).

L'attitude de la direction.

Il aura fallu attendre une semaine après les agressions barbares du vendredi 6 novembre pour voir pour la première fois des dirigeants de l'entreprise se déplacer à Beauvais à la rencontre des agents. Ce fut la venue du Directeur Délégué Train, accompagné par l'adjoint au DET de l'ECT.

L'occasion pour les agents et leurs délégués d'interpeller la direction en exigeant de réelles mesures.

En effet, contrairement à ce que semblent parfois penser nos dirigeants, la situation n'est pas nouvelle sur cet axe, et depuis plus de dix ans, on nous ballade de réunion avec le préfet en mesures ponctuelles de 15 jours. Mais jamais la direction elle-même n'a pris de mesures, n'a injecté les moyens humains nécessaires.

Nous avons donc rappelé avec les agents présents que, même si tout le monde convient qu'il faut que les forces de l'ordre interviennent, nous attendons des choses concrètes de l'entreprise : accompagnement systématique par deux agents de trains minimum et par la SUGE des trains de l'axe. Comme l'ont rappelé à de nombreuses reprises les premiers concernés, les agents de Beauvais, il n'y a plus de trains sensibles sur cette ligne, mais c'est la ligne tout court qui est sensible.

Le Directeur Délégué Train nous répond qu'il entend mais qu'il ne tient pas les cordons de la bourse. C'est le Directeur de Région Picardie, Directeur Délégué TER, qui a les moyens en question.

Lundi 16 novembre, le DR Picardie, accompagné du DET de l'ECT rend visite aux agents de Beauvais.

A la surprise de tous, ce dernier annonce qu'il est venu pour écouter les agents, mais pas pour parler de moyens. Les poches vides....

Comment comprendre devant une telle situation de gravité que la Direction joue encore la montre, cherchant, même dans de telles circonstances, à faire encore et toujours des économies....

Mardi 17, une délégation FO comprenant entre autre 3 agents de trains de la résidence de Beauvais est reçue en audience par la direction régionale de Paris Nord.

Pour la première fois, un dirigeant de l'entreprise présente des excuses aux agents de Beauvais pour les conditions de travail inadmissibles qu'ils doivent affronter au quotidien. De même, pour la première fois, la mise en place de moyens supplémentaires en accompagnement SUGE et agents de Trains ne semble plus exclue. Aucune annonce concrète cependant. Vers un infléchissement de la position de l'entreprise ? L'avenir proche nous le dira.

Nous avons en tout cas répété les revendications : 2 agents de trains minimum par train sur l'axe et accompagnement systématique par la SUGE. C'est pour nous le minimum que doit faire la Direction de l'entreprise.

Ce même jour, une réunion avait lieu en préfecture de Beauvais avec des politiques, des représentants de l'Etat, de la SNCF, des usagers, et un représentant par organisation syndicale, même si certaines (CFDT-FGAAC) n'ont pas daigné se déplacer...

Les annonces sont là aussi un peu faibles : la préfecture annonce vouloir sécuriser la gare de 16H au dernier train, le reste de la journée étant géré « au coup par coup ». Des forces de gendarmeries mobiles sont affectés à cette tâche : de l'ordre d'une cinquantaine de gendarmes, jusqu'à la fin de l'année. Après ?...

Voici la trame de notre intervention à cette occasion:

« Comme vous le savez nous sommes représentants d'organisation syndicale et à Force Ouvrière nous ne sommes pas pour le mélange des genres.

Les événements graves qui se sont déroulés ces dernières semaines sont inacceptables, à savoir que des camarades effectuant leur travail se soient fait agresser sauvagement et à plusieurs reprises. Cet état de fait n'est pas nouveau un collègue agent de conduite rappelait fort justement hier que les problèmes d'insécurité récurrents sur cette ligne datent d'une quinzaine d'années.

Le rôle de la SNCF n'est pas le maintien de l'ordre, le rôle d'une organisation syndicale est la défense des intérêts matériels et moraux des salariés. Force Ouvrière est viscéralement attachée au service public ferroviaire républicain.

Il ne nous appartient pas de donner les solutions aux représentants de l'état sur la sécurité et la sûreté dans tel ou tel lieu géographique. A chacun son travail.

Par contre notre mandat à Force Ouvrière est de veiller à ce que les agents puissent exercer leur travail dans les meilleures conditions, et non pas la peur au ventre comme c'est le cas depuis trop longtemps.

Les agents que nous représentons veulent du concret et ils l'ont exprimé au travers de réunion DP/CHSCT mais aussi directement lors de la venue de hauts dirigeants de l'entreprise ces derniers jours.

En voici quelques unes :

Maintien et augmentation des effectifs (2 agents de trains minimum par train).

Doublement de l'effectif de l'équipe d'assistance de la résidence de Beauvais (passage à 12).

Augmentation significative des effectifs de la SUGE (police ferroviaire SNCF sur cet axe sans déshabiller les autres sites).

Les agents, qu'ils soient contrôleurs, agents de conduite, commerciaux, n'accepteront pas de travailler sous la menace, les insultes, les agressions ou autres caillassages.

La direction de la SNCF elle-même écrit qu'il faut « revenir au service public » sur cet axe, à Force Ouvrière nous répondons si tel est le cas il faut sans délais remettre les moyens humains qui ont été supprimés depuis trop d'années. Cette situation dégradée est à mettre en regard avec les nombreuses contre réformes que nous subissons dans tous les domaines.

Que les cheminots que nous représentons puissent travailler normalement et j'allais dire sereinement, sans se faire agresser, que la direction donne satisfaction aux légitimes revendications que nous portons régulièrement, que ce soit en moyen humain ou matériel, et alors le service public sera de retour sur cet axe ferroviaire.

Bien entendu il faut que toutes les mesures qui seront prises pour qu'enfin les cheminots puissent travailler et que les usagers puissent voyager normalement soient pérennes et ne pas faire comme d'habitude à savoir retirer les moyens quelques temps après. »

La situation aujourd'hui :

Dans tous les services intervenant sur cette ligne (ECT, traction, SUGE, EEX), des droits d'alerte ont été déposés par les membres CHSCT. Ce qui signifie en bon Français que la Direction est alertée qu'il existe sur cette ligne un danger grave et imminent pour la vie ou la santé des agents. A l'heure actuelle, les mesures prises par la direction n'ont pas entraîné d'accord avec les CHSCT concernés, car jugées insuffisantes. Les droits d'alerte sont donc toujours en vigueur. Ces droits d'alerte n'ont d'ailleurs pas été contestés par la Direction de l'entreprise, ce qui signifie qu'elle reconnaît de fait la réalité du danger, malgré les mesures qu'elle a prises. Dans ce cadre, on voit mal comment un agent faisant usage de son droit de retrait sur cet axe pourrait être inquiété...

Nos positions :

Force Ouvrière entend jouer à fond le rôle qui est le sien : porter les revendications des cheminots auprès de la direction de la SNCF.

Dès aujourd'hui, les membres FO des CHSCT concernés s'adresseront ensemble aux inspecteurs du travail compétents. De même, nous nous adresserons aux usagers pour leur faire connaître la position des cheminots sur ces évènements, ainsi qu'aux élus politiques.

Nous revendiquons la prise en compte de la réalité quotidienne des agents travaillant sur l'axe, et cela passe par :

- **Deux agents de trains minimum sur tous les trains de l'axe,**
- **Accompagnement systématique par des équipes SUGE complètes,**
- **Doublement des effectifs SUGE et EA (sans déshabiller les autres lignes),**
- **Pérennisation des accompagnements.**

Les agents ne veulent plus servir de chair à canon, les agents travaillant sur cet axe n'acceptent plus d'être des laissés pour compte. La situation ne peut plus durer.